



Rapport financier intermédiaire Troisième trimestre terminé le 31 mars 2017

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSXV inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO
OTCQX : HEOFF

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, un examen et une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation inc. (« H₂O Innovation » ou la « Société ») pour le trimestre terminé le 31 mars 2017, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 mars 2016, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer la situation financière du 31 mars 2017 à celle du 30 juin 2016. Certains énoncés figurant dans le présent rapport de gestion relatifs aux opérations et aux activités de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats, de rendement et de réalisations futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de termes tels que « prévoir », « si », « croire », « continuer », « pourrait », « évaluer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « peut », « planifier », « potentiel », « prédire », « projeter », « devrait » ou « devoir », et d'autres expressions similaires ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs, formulés d'après les attentes actuelles de la direction, sont assujettis à certains risques et incertitudes, connus ou non, qui peuvent faire en sorte que les résultats, le rendement et les réalisations actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement de ceux indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes auxquels la Société est exposée est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la notice annuelle de la Société datée du 26 septembre 2016. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières ne l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les états financiers qui suivent ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Être les meilleurs à fournir des solutions de traitement d'eau et des technologies sécuritaires et fiables.

NOTRE MISSION

Fournir des solutions de traitement d'eau sécuritaires et intégrées, tout en offrant un service à la clientèle d'exception afin d'assurer des relations clients durables.

NOTRE PROFIL

H₂O Innovation conçoit et fournit des solutions de traitement d'eau intégrées de pointe sur mesure qui utilisent la technologie de filtration membranaire pour les marchés municipal, industriel, de l'énergie et des ressources naturelles. Les activités de la Société sont centrées sur trois piliers, qui desservent l'ensemble de ses clients : i) les projets de traitement d'eau et d'eaux usées (« projets »); ii) les produits de spécialité et services (« SP&S »), qui incluent une

gamme complète de produits chimiques de spécialité, consommables, produits spécialisés pour l'industrie du traitement de l'eau et systèmes de surveillance et de contrôle; et iii) les services d'opération et de maintenance (« O&M ») dédiés aux systèmes de traitement d'eau et d'eaux usées, à l'équipement de distribution et aux actifs connexes. La Société veille par ailleurs à ce que la qualité de l'eau respecte les exigences réglementaires.

H₂O Innovation compte environ 560 employés, dispose de sept places d'affaires en Amérique du Nord, d'un bureau en Espagne et opère trente-six usines dans sept États américains, principalement sur la côte du Golfe du Mexique, dans le Sud-Est, le Nord-Est (Nouvelle-Angleterre) et sur la côte Ouest (Californie, Nevada et Nouveau-Mexique).

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société utilise des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS. Les mesures « bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements ajusté (« BAIIA ajusté ») » et « dette nette » ne sont pas définies par les IFRS et ne peuvent être présentées formellement dans les états financiers consolidés. Ces mesures non conformes aux IFRS sont présentées à titre d'information complémentaire et devraient être utilisées en parallèle avec les mesures financières conformes aux IFRS présentées dans le présent rapport de gestion.

La définition du BAIIA ajusté ne tient pas compte du gain sur ajustement du prix d'achat et des coûts d'acquisition et d'intégration de la Société. Ces éléments ne sont pas de nature récurrente et la direction estime qu'ils permettent une meilleure comparaison des données historiques de la Société et constituent un meilleur point de comparaison avec les informations présentées par les entreprises concurrentes. Le BAIIA ajusté exclut également d'autres dépenses par ailleurs prises en compte dans le bénéfice net conforme aux Principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), notamment le gain (perte) de change non réalisé(e) et la rémunération à base d'actions. Ces éléments n'ont pas d'incidence sur la trésorerie ni sur la performance opérationnelle et financière de la Société. Le lecteur peut donc faire le lien entre le BAIIA ajusté et le bénéfice net (la perte nette) à la lumière du rapprochement présenté ci-dessous. La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres sociétés.

Bien que le BAIIA ajusté ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction pour prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. Le fait de fournir ces informations aux acteurs financiers, en plus des mesures conformes aux PCGR, leur permet de voir les résultats de la Société du point de vue de la direction et de mieux comprendre la performance financière de la Société, malgré l'incidence des mesures conformes aux PCGR.

Rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice net (à la perte nette)

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) pour la période	(1 345 695)	646 422	(3 521 051)	872 972
Charges financières – nettes	328 485	233 260	984 780	597 514
Impôts sur le résultat	(189 262)	205 077	(580 855)	417 930
Amortissement des immobilisations corporelles	191 850	175 192	548 314	447 178
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 272 620	276 852	2 774 142	744 957
Gain sur ajustement du prix d'achat	-	-	-	(375 977)
(Gain) perte de change non réalisé(e)	(59 586)	(292 260)	118 282	(35 173)
Coûts d'acquisition et d'intégration	45 867	781	1 066 696	48 199
Charges de rémunération à base d'actions	167 458	-	460 069	-
BAIIA ajusté	411 737	1 245 324	1 850 377	2 717 600

La définition de la dette nette comprend le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre la dette nette et la dette. La définition de la dette nette utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres sociétés.

Bien que la dette nette ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction pour évaluer la gestion du capital de la Société.

	31 mars 2017	30 juin 2016
	\$	\$
Découvert bancaire	203 674	520 208
Emprunts bancaires	4 776 745	5 962 750
Tranche courante de la dette à long terme	2 077 842	721 973
Dette à long terme	9 617 602	2 125 282
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 266 011)	(3 051 870)
Dette nette	14 409 852	6 278 343

ACQUISITION DE UTILITY PARTNERS, LLC

Le 26 juillet 2016, la Société a acquis la totalité des participations de l'entreprise Utility Partners, LLC (« Utility Partners »), une entreprise basée aux États-Unis, spécialisée dans l'opération et la maintenance des usines de traitement d'eau et d'eaux usées (« l'acquisition »). La date effective de l'acquisition est le 1^{er} juillet 2016.

Utility Partners offre aux clients américains du secteur municipal des solutions innovantes et économiques pour les usines de traitement d'eau et d'eaux usées. Au moment de conclure l'acquisition, elle opérait trente-quatre (34) usines de traitement d'eau dans six (6) États américains, principalement sur la côte du Golfe du Mexique, dans le sud-est, dans le nord-est (Nouvelle-Angleterre) et sur la côte Ouest (Californie et Nevada).

H₂O Innovation a acquis Utility Partners pour une contrepartie initiale en espèces de 22 533 500 \$ (17 M\$ US) en fonction de la valeur de l'entreprise, représentant un multiple de 7,6x le BAIIA ajusté¹ de Utility Partners pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2015. Le prix d'achat était assujéti à des ajustements usuels sur le plan du fonds de roulement à la date de clôture. Les ajustements du fonds de roulement ont été établis et acceptés par les deux parties à un montant de 1 075 373 \$ (0,8 M\$ US) le 9 décembre 2016 et était payé au 31 mars 2017. La contrepartie totale payée s'est élevée à 23 608 873 \$ (17,8 M\$ US).

La Société a financé l'acquisition par un placement par voie de prise ferme ainsi qu'un placement privé additionnel concomitant non effectué par l'entremise de courtiers au prix de 1,20 \$ l'action ordinaire, pour un produit brut total de 23 061 196 \$.

De plus, la Société a contracté une nouvelle facilité de crédit de 10 000 000 \$, laquelle a été utilisée, en partie, pour financer les coûts accessoires liés à l'acquisition, pour le fonds de roulement post-acquisition et pour soutenir la recherche et les initiatives novatrices.

Cette acquisition vient compléter l'initiative lancée au cours de l'exercice financier 2015 visant la location ainsi que l'opération et la maintenance des systèmes de traitement d'eau. Utility Partners a conclu des contrats à long terme, principalement avec des municipalités, comportant des options de renouvellement de plusieurs années. Cette acquisition renforce notre modèle d'affaires en ajoutant des ventes de nature récurrente provenant des activités d'O&M, lesquelles sont de nature très prévisible et viennent contrebalancer la volatilité des revenus provenant des ventes de projets de traitement d'eau.

L'attribution du prix d'achat est provisoire et basée sur les meilleures estimations de la direction au 31 mars 2017. L'attribution finale du prix d'achat devrait se terminer dès que la direction aura rassemblé toutes les informations essentielles disponibles et jugées nécessaires pour la finalisation de cette attribution, notamment en ce qui a trait aux immobilisations incorporelles, telles que les ententes contractuelles, les relations clients, les accords de non-concurrence et la marque de commerce.

¹ Le BAIIA ajusté d'Utility Partners est défini comme le bénéfice avant les intérêts, les impôts et les amortissements, ajusté pour tenir compte de certaines dépenses non prévues encourues suivant l'acquisition, des dépenses et gains non récurrents et les gains sur disposition d'actifs et d'équipements liés à la fin d'un contrat.

**Principales données financières
(non auditées)**

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Revenus	21 284 643	14 199 860	61 111 336	39 624 778
Bénéfice brut avant amortissements	5 060 641	4 522 640	14 358 617	11 853 728
Marge bénéficiaire brute	23,8 %	31,8 %	23,5 %	29,9 %
Charges d'exploitation	523 721	356 160	1 448 128	1 009 026
Frais de vente	1 975 348	1 679 681	5 186 872	4 648 798
Frais administratifs	2 307 189	1 289 659	6 300 002	3 521 379
Frais de recherche et développement – nets	16 075	24 126	131 319	144 300
(Perte nette) Bénéfice net	(1 345 695)	646 422	(3 521 051)	872 972
(Perte) Bénéfice de base et dilué(e) par action	(0,034)	0,031	(0,104)	0,042
BAlIA ajusté	411 737	1 245 324	1 850 377	2 717 600
BAlIA ajusté sur les revenus (%)	1,9 %	8,8 %	3,0 %	6,9 %

Revenus et bénéfice brut avant amortissement

Les revenus du troisième trimestre de l'exercice financier 2017 ont atteint 21,3 M \$, affichant une hausse de 7,1 M \$ ou 49,9 % comparativement aux revenus de 14,2 M \$ enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice financier 2016. Cette augmentation s'explique en grande partie par l'acquisition de Utility Partners, effective le 1^{er} juillet 2016, qui a ajouté un important volume de revenus provenant des activités d'O&M. Pour ce troisième trimestre de l'exercice financier 2017, 40,9 % des revenus proviennent des activités d'O&M, 40,5 % des SP&S et 18,6 % des projets de traitement d'eau. Notre modèle d'affaires a évolué de manière fondamentale, dans la mesure où 81,4 % des revenus enregistrés au cours de ce troisième trimestre proviennent des piliers d'activités O&M et SP&S, lesquels sont de nature récurrente.

Les revenus provenant des projets ont momentanément diminué à 4,0 M \$, contre 4,8 M \$ pour la période correspondante de l'exercice financier précédent, ce qui représente une baisse de 17,0 %. Cette diminution n'est pas inhabituelle car ces revenus varient chaque trimestre et la constatation des revenus dépend des différentes étapes de fabrication atteintes. Au cours des douze derniers mois, les revenus de projets ont atteint 17,9 M \$, ce qui représente une baisse de 27,8 % comparativement au niveau de 24,8 M \$ enregistré au terme des douze mois précédents. Cette baisse s'explique par le fait que la nature des projets a changé. Le carnet de commandes de projets actuel comporte des projets municipaux caractérisés par une phase d'ingénierie plus longue; or, cette phase génère moins de revenus selon la méthode comptable de constatation des revenus et elle tend à s'étendre sur de plus longues périodes que nos anciens projets. Lorsque les projets entreront dans la phase de fabrication, cela permettra de constater plus de revenus au fur et à mesure de l'avancée de la fabrication et de l'assemblage. Par ailleurs, l'exécution des projets peut parfois être reportée en raison d'une situation hors du contrôle de la Société, ce qui a une incidence sur la constatation des revenus. Bien que les revenus qui en découlent soient moindres et irréguliers, le pilier dédié aux projets demeure un véhicule de croissance de la Société. Le carnet de commandes des projets s'élevait à 56,7 M \$ au 31 mars 2017, contre 42,1 M \$ un an plus tôt, ce qui représente une hausse de 34,7 % au cours des douze derniers mois. L'augmentation du carnet de commandes n'est pas traduite par une augmentation équivalente des revenus, en raison des phases d'exécution plus longues.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, nous avons lancé le flexMBR^{MC}. Cette nouvelle plateforme technologique nous permet de nous différencier dans l'environnement très concurrentiel du traitement des eaux usées. Depuis juillet 2016, nous avons obtenu six contrats de traitement des eaux usées utilisant cette nouvelle plateforme, alors que nous n'en avons obtenu aucun durant l'exercice précédent. Le flexMBR^{MC}, tout comme le FiberFlex^{MC}, sont des plateformes membranaires flexibles qui, combinées à notre expertise dans les applications et la sélection de membranes, permettent à H₂O Innovation de se positionner comme chef de file en Amérique du Nord.

Depuis le 1^{er} juillet 2016, la Société a sécurisé des nouveaux contrats de projets de traitement d'eau totalisant 20,9 M \$, avec un créneau actuel riche en opportunités, ce qui devrait permettre à la Société de continuer à accroître son carnet de commandes de projets et de supporter la croissance des revenus. La Société maintient un niveau élevé de soumissions et une forte activité de développement commercial, principalement au Canada et aux États-Unis.

Les revenus provenant des SP&S ont atteint 8,6 M \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017, contre 9,4 M \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice financier précédent. Bien que cela représente une diminution de 8,5 % comparativement au même trimestre de l'exercice financier précédent, c'est le deuxième meilleur

trimestre de l'histoire de la Société pour le pilier d'activités SP&S. Au cours des douze derniers mois, ces revenus ont atteint 28,1 M \$, ce qui représente une augmentation de 6,3 % comparativement au niveau de 26,6 M \$ enregistré au terme des douze mois précédents. Cette augmentation est le résultat direct des investissements effectués au cours des dernières années dans les fonctions d'exploitation et de vente de la Société pour renforcer la croissance de cette ligne d'affaires. Seulement au cours des six derniers trimestres, nous avons développé, lancé et acquis de nouvelles technologies exclusives telles que Haut-Brix^{MC}, Smartrek^{MC}, Clearlogx^{MD} et SPMC^{MC}, qui ont nettement dynamisé les revenus.

Les revenus provenant des activités d'O&M se sont élevés à 8,7 M \$. Ceux-ci proviennent majoritairement de Utility Partners et sont de nature récurrente. Le carnet de commandes provenant de ces contrats d'O&M totalisait 60,4 M \$ au 31 mars 2017 et se compose de contrats à long terme, pour la plupart avec des municipalités, qui offrent des options de renouvellement de plusieurs années. Depuis l'acquisition, le plan d'intégration évolue tel que prévu par la direction et le changement de direction s'effectue en douceur. Nous avons renouvelé avec succès tous les contrats qui se trouvaient en phase de renouvellement, deux nouveaux contrats ont été signés et des ventes croisées entre les piliers d'O&M et SP&S ont été sécurisées, générant une augmentation de 5,5 M \$ du carnet de commandes des contrats d'O&M, passant de 54,9 M \$ au 31 décembre 2016 à 60,4 M \$ au 31 mars 2017.



Le modèle d'affaires prend forme et nous pouvons commencer à en voir les effets positifs. Nous avons récemment sécurisé notre première vente croisée entre les piliers d'O&M et SP&S, générée par un contrat existant de Utility Partners. La Société, par l'intermédiaire de Utility Partners, a signé de nouveaux projets O&M en utilisant le support des ressources de projets et de SP&S. L'intégration de Utility Partners a atteint un niveau supérieur au cours de ce trimestre et nous pouvons maintenant la considérer complètement intégrée à H₂O Innovation. Forte de ses trois piliers d'affaires, la Société présente un très bon équilibre et ne dépend pas d'une seule source de revenus. Étant donné que les revenus provenant des SP&S et des activités d'O&M sont de nature récurrente, la stratégie visant à faire croître ces deux piliers d'activités s'est révélée efficace car elle minimise l'impact de la volatilité des revenus associée aux projets de traitement d'eau et augmente ainsi la prévisibilité de notre modèle d'affaires.

Par ailleurs, les activités liées aux SP&S et aux services d'O&M assurent des relations durables avec les clients de projets et permettent de maintenir une marge bénéficiaire brute plus élevée. La Société dispose ainsi d'une plateforme qui lui permet de saisir des opportunités de ventes croisées grâce à laquelle chaque pilier alimente les autres. L'objectif de l'exercice financier 2017 est d'intensifier ce modèle d'affaires en maximisant l'utilisation de l'ensemble de nos ressources et forces de vente. Mis ensemble, ces trois piliers d'activités offrent un modèle d'affaires unique et responsable qui permet à la Société de mieux répondre aux opportunités de Conception-Construction-Exploitation, un secteur en pleine croissance dans l'industrie de l'eau.



Le tableau suivant présente l'évolution des revenus de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des derniers trimestres.

	Exercice financier 2016				Exercice financier 2017			Douze derniers mois	Douze mois précédents
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	(T4 2016 et T1, T2, T3 2017)	(T4 2015 et T1, T2, T3 2016)
Carnet de commandes consolidé	38,3 M \$	43,1 M \$	42,1 M \$	38,8 M \$	98,5 M \$	109,2 M \$	117,1 M \$	N/A	N/A
<i>Variation due au taux de change</i>	1,8 M \$	1,1 M \$	(1,7 M \$)	(0,2 M \$)	1,3 M \$	2,5 M \$	1,2 M \$	N/A	N/A
Revenus provenant des projets de traitement d'eau	7,2 M \$	5,9 M \$	4,8 M \$	5,1 M \$	5,4 M \$	3,4 M \$	4,0 M \$	17,9 M \$	24,8 M \$
Revenus provenant des SP&S (généralement récurrents)	5,1 M \$	7,3 M \$	9,4 M \$	5,9 M \$	5,9 M \$	7,7 M \$	8,6 M \$	28,1 M \$	26,6 M \$
Revenus provenant des activités d'O&M (généralement récurrents)	-	-	-	-	8,5 M \$	8,8 M \$	8,7 M \$	26,0 M \$	-
Revenus totaux	12,3 M \$	13,2 M \$	14,2 M \$	11 M \$	19,8 M \$	19,9 M \$	21,3 M \$	72,0 M \$	51,3 M \$

Marge bénéficiaire brute

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017, la Société a généré une marge bénéficiaire brute avant amortissement de 23,8 %, soit un niveau inférieur au niveau de 31,8 % enregistré au troisième trimestre de l'exercice financier 2016. La combinaison de revenus a été modifiée en raison de l'acquisition de Utility Partners, qui opère sous un modèle d'exploitation différent de celui de nos activités principales habituelles. Les activités d'O&M génèrent habituellement une marge bénéficiaire brute moins élevée. Par conséquent, l'intégration de Utility Partners à H2O Innovation, qui représente 40,9 % des revenus totaux pour ce trimestre, affecte la marge brute globale de la Société, tout en augmentant la prévisibilité et la stabilité de ses résultats financiers.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 0,2 M \$, soit 47,0 %, totalisant 0,5 M \$ pour ce trimestre contre 0,4 M \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice financier précédent. Cette augmentation est due à l'ajout de personnel pour le développement de nouveaux produits et aux investissements réalisés pour améliorer les activités liées à la logistique et à la chaîne d'approvisionnement dans le secteur des SP&S.

Frais de vente

Les frais de vente ont augmenté de 0,3 M \$, soit 17,6 % pour ce trimestre de l'exercice financier 2017 totalisant ainsi 2,0 M \$ comparativement à 1,7 M \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice financier précédent. Les frais de vente sont liés aux nouvelles commandes et aux revenus mais ne fluctuent pas proportionnellement. L'augmentation des frais de vente s'explique principalement par notre participation à des salons commerciaux et par les commissions de vente enregistrées pour l'atteinte des objectifs de ventes du pilier SP&S. Au cours du troisième trimestre, la Société a continué d'investir dans la commercialisation des filtres à cartouches en fibre de verre renforcée (« FRP »), ce qui explique en partie l'augmentation des frais de vente et des charges d'exploitation.

Frais administratifs

Les frais administratifs ont augmenté de 1,0 M \$ ou 78,9 %, totalisant 2,3 M \$ pour ce trimestre contre 1,3 M \$ au trimestre correspondant de l'exercice financier précédent. Cette importante augmentation des frais administratifs est due à l'acquisition de Utility Partners et à l'intégration de leur équipe corporative, à la hausse des salaires et des avantages sociaux ainsi qu'à l'ajout de personnel de soutien aux activités globales de la Société.

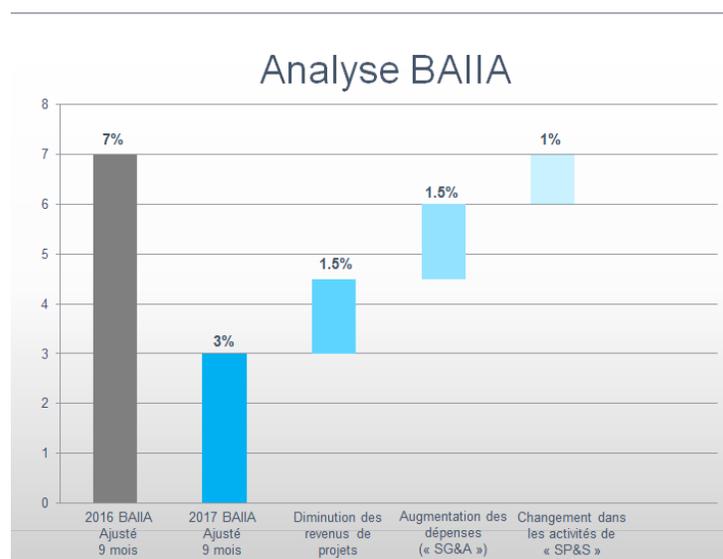
Le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs par rapport aux revenus s'est élevé à 22,6 % pour ce trimestre, en baisse comparativement au niveau de 23,4 % enregistré au trimestre correspondant de l'exercice financier précédent. Cette diminution est principalement due à l'acquisition de Utility Partners en juillet 2016, ce qui a augmenté le total des revenus sans influencer proportionnellement les frais de vente et les charges d'exploitation.

Frais de recherche et développement – nets

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2017, les frais de recherche et développement bruts ont totalisé 16 075 \$, ou 0,08 % des revenus, comparativement à 24 126 \$ ou 0,17 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2016. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017, la Société n'a pas enregistré de crédits d'impôts des gouvernements fédéral et provincial pour des activités de recherche et développement éligibles poursuivies au Canada.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté pour le trimestre a atteint 411 737 \$, contre 1 245 324 \$ pour la période correspondante terminée le 31 mars 2016, ce qui représente un ratio de 1,9 % de BAIIA ajusté sur les revenus pour ce trimestre, comparativement à 8,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice financier précédent. L'analyse du BAIIA ajusté présentée ci-bas explique la variation du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2017, comparativement au BAIIA ajusté pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2016.



Autres (gains) pertes – nets

Les autres (gains) pertes – nets, qui se sont élevés à (65 557 \$) pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017, contre (363 789 \$) pour le trimestre terminé le 31 mars 2016, sont principalement dus aux (gains) pertes de change non réalisés et réalisés de (59 586 \$) et 3 636 \$ respectivement enregistrés au cours du trimestre, comparativement à (292 260 \$) et (56 095 \$) pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 328 485 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017, contre 233 260 \$ pour la période correspondante de l'exercice financier précédent. Ces charges sont principalement attribuables à l'augmentation de la dette à long terme, suite de l'acquisition de Utility Partners, pour laquelle la Société a contracté une dette à long terme de 10 M \$. De ce montant, 32 227 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme.

Bénéfice (perte) net(te)

La perte nette s'élevait à (1 345 695 \$) ou (0,034 \$) par action pour le troisième trimestre de l'exercice financier 2017, contre un bénéfice net de 646 422 \$ ou 0,031 \$ par action pour le troisième trimestre de l'exercice financier 2016. La perte nette est principalement due à l'acquisition de Utility Partners et aux frais d'acquisition et d'intégration y afférents, ainsi qu'à un plus haut niveau de charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs visant à soutenir la croissance constante de la Société.

Engagements contractuels

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location à long terme échéant entre 2017 et 2024, à verser un montant de 5 822 476 \$ pour la location des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices financiers s'élèvent à 1 007 188 \$ en 2017, 1 016 900 \$ en 2018, 1 050 768 \$ en 2019, 1 056 807 \$ en 2020 et 995 996 \$ en 2021.

Informations sur le capital-actions

Au 31 mars 2017, 40 144 214 actions ordinaires et 2 565 334 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation.

SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a augmenté de 8,3 M \$ au 30 juin 2016 (ratio de fonds de roulement de 1,55) à 11,3 M \$ au 31 mars 2017 (ratio de fonds de roulement de 1,66). Cette augmentation de 2,9 M \$ s'explique par l'acquisition de Utility Partners et plus spécifiquement par la hausse respective de 4,3 M \$, 0,9 M \$, 0,2 M \$ des débiteurs, des stocks et des frais payés d'avance, ainsi que par l'augmentation respective de 1,3 M \$, 0,6 M \$ et 1,4 M \$ des créditeurs et charges à payer, de l'excédent de la facturation sur les coûts encourus, ainsi que de la tranche courante de la dette à long terme. Ces augmentations sont atténuées par la diminution respective de 0,8 M \$, 0,3 M \$ et 1,2 M \$ de la trésorerie et équivalents de trésorerie, du découvert bancaire et des emprunts bancaires.

La dette nette, qui s'élevait à 14,4 M \$ au 31 mars 2017, a augmenté de 8,1 M \$, comparativement au niveau de 6,3 M \$ enregistré au 30 juin 2016. Cette augmentation, principalement due à l'utilisation accrue de l'emprunt bancaire à la suite de l'acquisition de Utility Partners, est atténuée par le remboursement d'une portion de la dette à long terme et la trésorerie affectée au soutien des activités de fonds de roulement de la Société.

Les capitaux propres s'élevaient à 46,0 M \$ au 31 mars 2017, contre 26,6 M \$ au 30 juin 2016. Au 31 mars 2017, le ratio d'endettement net était de 0,31 (0,24 au 30 juin 2016), ce qui montre que la Société n'est pas surendettée.

(en dollars canadiens, sauf les ratios)	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2017	Période terminée le 30 juin 2016
Fonds de roulement	11 280 953 \$	8 342 714 \$
Ratio de fonds de roulement	1,66	1,55
Dette nette ¹	14 409 852 \$	6 278 343 \$
Capitaux propres	45 958 340 \$	26 645 406 \$
Ratio d'endettement net	0,31	0,24

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents.

Au 31 mars 2017, les débiteurs s'élevaient à 14,5 M \$, contre 10,2 M \$ au 30 juin 2016. Cette hausse de 4,3 M \$ est principalement attribuable à l'acquisition de Utility Partners, ainsi qu'à l'augmentation des revenus provenant des SP&S, la saison acéricole étant encore en cours.

Les stocks ont augmenté de 0,9 M \$ passant à 5,3 M \$ au 31 mars 2017 comparativement à 4,4 M \$ au 30 juin 2016. Cette augmentation est due aux produits finis acéricoles pour la saison de production de sirop d'érable, qui a débuté à la fin du deuxième trimestre de l'exercice en cours et qui est toujours forte en ce troisième trimestre, et pour supporter les ventes record de cette ligne d'affaires. Les produits finis ont également augmenté en raison de la fabrication de produits chimiques de spécialité dans le but de disposer d'un niveau de stocks plus élevé, et ainsi mieux répondre à la demande des clients et accélérer les livraisons.

L'excédent des coûts engagés sur la facturation a augmenté de 0,2 M \$, passant à 3,7 M \$ au 31 mars 2017 contre 3,5 M \$ au 30 juin 2016, une augmentation due en grande partie à un certain nombre de projets actifs pour lesquels il existe des différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation. L'excédent de la facturation sur les coûts engagés a augmenté de 0,6 M \$, passant de 0,9 M \$ au 30 juin 2016 à 1,5 M \$ au 31 mars 2017. Cette augmentation s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation.

Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 1,3 M \$, passant à 8,3 M \$ au 31 mars 2017 contre 7,0 M \$ au 30 juin 2016. Cette hausse s'explique par l'acquisition de Utility Partners.

L'augmentation de 1,4 M \$ de la tranche courante de la dette à long terme s'explique par les dettes à long terme et les emprunts auprès d'autres entités contractés à la suite de l'acquisition de Utility Partners en juillet 2016. Elle a été atténuée par le remboursement de 1,3 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2017.

Pour ce troisième trimestre terminé le 31 mars 2017, les capitaux propres ont augmenté de 19,3 M \$, passant à 46,0 M \$ (26,6 M \$ au 30 juin 2016). Les éléments ayant eu un impact sur les capitaux propres au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017 sont : 1) l'émission d'actions pour un montant de 23 061 196 \$ et les frais y afférents pour un montant de 1 441 856 \$ dans le cadre de l'acquisition de Utility Partners; 2) la perte nette de (3 521 051 \$) pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2017; 3) les charges de rémunération à base d'actions s'élevant à 460 069 \$; et 4) la dépréciation du dollar canadien qui a généré un gain de change non réalisé de 754 576 \$ résultant de la conversion des opérations étrangères, principalement celles des filiales américaines.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016 :

(en dollars canadiens) (non audités)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2017	Période de trois mois terminée le 31 mars 2016	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2017	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2016
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(1 135 127)	(318 078)	(1 713 808)	(436 599)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 514 571)	(776 638)	(27 059 074)	(3 479 655)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(794 534)	222 800	28 200 971	3 190 762
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	66 799	(81 354)	102 587	51 663
Variation nette	(3 377 433)	(953 270)	(469 324)	(673 829)
Trésorerie et équivalents – Début de période	5 439 770	1 613 276	2 531 661	1 333 835
Trésorerie et équivalents – Fin de période	2 062 337	660 006	2 062 337	660 006

Les activités opérationnelles ont utilisé (1 135 127 \$) de liquidités pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017, contre (318 078 \$) utilisé pour la période correspondante terminée le 31 mars 2016. Cette augmentation est principalement due à la perte avant impôts générée lors de ce trimestre, à l'acquisition de Utility Partners et à l'augmentation des éléments hors caisse.

Pour le troisième trimestre de l'exercice financier 2017, les activités d'investissement ont utilisé (1 514 571 \$) de liquidités nettes, contre (776 638 \$) durant la période correspondante terminée le 31 mars 2016. Cette variation est principalement attribuable à un investissement supplémentaire de 641 421 \$ dans un regroupement d'entreprises pour une contrepartie conditionnelle payable selon le contrat initial. Dans une moindre mesure, les investissements réalisés dans des immobilisations corporelles pour un montant de 562 657 \$ et dans des immobilisations incorporelles pour un montant de 404 250 \$ se sont avérés supérieurs qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les activités de financement ont utilisé (794 534 \$) de liquidités nettes au cours du troisième trimestre de l'exercice financier 2017, alors qu'elles avaient généré 222 800 \$ de liquidités nettes au cours du trimestre correspondant terminé le 31 mars 2016. Des dettes à long terme et des emprunts bancaires ont été remboursées au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017, pour des montants respectifs de 588 246 \$ et 47 751 \$ respectivement pour le trimestre en cours. Les remboursements de dettes sont atténués par une dette à long terme de 158 339 \$ contractée pour la rénovation des locaux. Les intérêts payés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017 se sont élevés à 316 876 \$.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non auditée)

(en dollars, sauf les données par action)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze derniers mois
	31 mars 2017	31 décembre 2016	30 septembre 2016	30 juin 2016	
Revenus	21 284 643	19 957 831	19 868 862	11 042 913	72 154 249
BAlIA ajusté	411 737	809 625	629 015	157 330	2 007 707
BAlIA ajusté sur les revenus	1,9 %	4,1 %	3,2 %	1,4 %	2,8 %
Bénéfice net (Perte nette)	(1 345 695)	(1 093 270)	(1 090 273)	(662 775)	(4 192 013)
BPA de base et dilué	(0,034)	(0,027)	(0,027)	(0,032)	(0,12)
Trésorerie générée par les activités opérationnelles	(1 135 127)	1 083 117	(1 661 798)	3 043 359	1 329 551

	Périodes de trois mois terminées le				Douze derniers mois
	31 mars 2016	31 décembre 2015	30 septembre 2015	30 juin 2015	
Revenus	14 199 860	13 165 590	12 259 328	11 670 028	51 294 806
BAlIA ajusté	1 245 324	1 030 502	441 773	578 058	3 295 657
BAlIA ajusté sur les revenus	8,8 %	7,8 %	3,6 %	5,0 %	6,4 %
Bénéfice net (Perte nette)	646 422	174 221	52 329	(284 063)	588 909
BPA de base et dilué	0,031	0,008	0,003	(0,014)	0,028
Trésorerie générée par les activités opérationnelles	(318 078)	128 382	(227 303)	867 972	450 973

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidités suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit et de sa dette à long terme pour surveiller sa performance.

Les conventions relatives aux facilités de crédit et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers à des moments précis. Les ratios financiers sont, au 31 mars 2017 :

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,25:1,00;
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme la dette totale excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,00:1,00; et
- Ratio de couverture des charges fixes, incluant tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, tel que défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.

Au 30 juin 2016, la Société respectait les ratios requis dans le cadre de ses facilités de crédit et de sa dette à long terme, à l'exception du ratio de couverture des charges fixes, pour lequel elle a reçu une exonération du prêteur.

CONVENTIONS COMPTABLES

Le lecteur est invité à se reporter au résumé des principales conventions comptables présenté à la note 3 des états financiers consolidés au 30 juin 2016.

ENTENTES HORS BILAN

Au 31 mars 2017, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit dont le montant s'élevait à 1,3 M \$ et lesquelles expirent à différentes dates jusqu'en 2018. De ces lettres de crédit, un montant de 1,2 M \$ est garanti par des certificats de dépôt.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le président et chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI »)

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière, selon les critères établis par le Règlement 52-109.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF »)

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers de la Société ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Les contrôles internes à l'égard de l'information financière ont été conçus selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission 2013* (COSO 2013). Les travaux effectués durant l'exercice permettent de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces pour la période terminée le 31 mars 2017.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière survenue au cours de cette période qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Limitation du cadre de conception des contrôles et procédures et des contrôles internes à l'égard de l'information financière

L'évaluation et les conclusions rendues par la direction de la Société sur la conception des CPCI et CIIF au 31 mars 2017 n'incluaient pas les contrôles ou procédures des opérations de Utility Partners, acquises le 26 juillet 2016. La Société s'est par conséquent prévalu de la disposition 3.3(1)(b) du Règlement 52-109 qui permet d'exclure cette acquisition aux termes de l'évaluation de l'efficacité de la conception et de l'efficacité opérationnelle des CPCI et CIIF pour une période maximale de 365 jours à compter de la date de ladite acquisition.

Le tableau suivant résume l'information financière, incluant la juste valeur marchande des immobilisations incorporelles acquises, ayant trait à Utility Partners à la suite de son acquisition :

(en dollars canadiens) (non audités)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2017 \$	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2017 \$
Résultats		
Revenus	8 694 380	26 011 884
Bénéfice net	199 846	1 277 980
Situation financière		
Actifs courants		5 025 304
Actifs non courants ⁽¹⁾		11 686 007
Passifs courants		2 220 249

⁽¹⁾ incluent la juste valeur marchande des immobilisations incorporelles acquises.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (Non audités)

Troisième trimestre terminé le
31 mars 2017

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés, inclus au présent rapport, n'ont pas été examinés par les auditeurs externes de la Société

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSXV : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO
OTCQX : HEOFF

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 (non audités)

Au	31 mars 2017	30 juin 2016
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 266 011	3 051 870
Certificats de placement garanti	1 370 809	1 461 462
Débiteurs (note 4)	14 499 891	10 192 683
Stocks (note 5)	5 308 697	4 444 810
Excédent des coûts engagés sur la facturation	3 722 590	3 534 972
Frais payés d'avance	1 074,404	909 369
Impôts sur le résultat recouvrables	27 283	-
	28 269 685	23 595 166
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	4 032 534	3 512 648
Immobilisations incorporelles	21 179 726	10 090 969
Autres actifs	73 060	70 366
Prêts à des parties liées (note 15 a))	1 250 000	-
Goodwill (note 3)	15 165 202	4 854 647
Actifs d'impôts différés	2 929 722	2 267 227
	72 899 929	44 391 023
PASSIF		
Passifs courants		
Découvert bancaire	203 674	520 208
Emprunts bancaires (note 6)	4 776 745	5 962 750
Créditeurs et charges à payer (note 7)	8 292 458	6 999 829
Provisions (note 8)	151 373	114 224
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	1 485 972	912 032
Impôts sur le résultat à payer	-	10 775
Loyers différés	668	10 661
Tranche courante de la dette à long terme (note 9)	2 077 842	721 973
	16 988 732	15 252 452
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 9)	9 617 602	2 125 282
Loyers différés	100 234	105 446
Contrepartie conditionnelle (note 3)	235 021	262 437
	26 941 589	17 745 617
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 10)	76 918 285	55 298 945
Réserve pour les options d'achats d'actions (note 10)	2 336 448	1 876 379
Déficit	(36 638 266)	(33 117 215)
Cumul des autres éléments du résultat global	3 341 873	2 587 297
	45 958 340	26 645 406
	72 899 929	44 391 023

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré

Président et chef de la direction

Philippe Gervais

Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 mars 2017 et 2016
(non audités)

ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H₂O INNOVATION INC.

	Actions ordinaires (Nombre) (note 12)	Capital social (note 10)	Capital social sous écrou (note 3)	Réserves		Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
				Options d'achat d'actions (note 10)				
Solde au 1^{er} juillet 2015	20 926 551	55 298 945	-	1 876 379		(33 327 412)	2 159 574	26 007 486
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-		872 972	-	872 972
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-		-	589 208	589 208
Solde au 31 mars 2016	20 926 551	55 298 945	-	1 876 379		(32 454 440)	2 748 782	27 469 666
Solde au 1^{er} juillet 2016	20 926 551	55 298 945	-	1 876 379		(33 117 215)	2 587 297	26 645 406
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé (notes 3 et 10)	19 217 663	21 811 196	1 250 000	-		-	-	23 061 196
Actions ordinaires libérées dans le cadre d'un placement privé (notes 3 et 10)	-	1 250 000	(1 250 000)	-		-	-	-
Frais d'émission d'actions (notes 3 et 10)	-	(1 441 856)	-	-		-	-	(1 441 856)
Compensation à base d'actions (note 10)	-	-	-	460 069		-	-	460 069
Perte nette pour la période	-	-	-	-		(3 521 051)	-	(3 521 051)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-		-	754 576	754 576
Solde au 31 mars 2017	40 144 214	76 918 285	-	2 336 448		(36 638 266)	3 341 873	45 958 340

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2017 et 2016

(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Revenus (note 14)	21 284 643	14 199 860	61 111 336	39 624 778
Coût des marchandises vendues (note 11 a))	16 224 002	9 677 220	46 752 719	27 771 050
Bénéfice brut avant amortissement	5 060 641	4 522 640	14 358 617	11 853 728
Charges d'exploitation (note 11 a))	523 721	356 160	1 448 128	1 009 026
Frais de vente (note 11 a))	1 975 348	1 679 681	5 186 872	4 648 798
Frais administratifs (note 11 a))	2 307 189	1 289 659	6 300 002	3 521 379
Frais de recherche et de développement – nets (notes 11 a) et c))	16 075	24 126	131 319	144 300
Amortissement des immobilisations corporelles (note 11 b))	191 850	175 192	548 314	447 178
Amortissement des actifs incorporels (note 11 b))	1 272 620	276 852	2 774 142	744 957
Autres (gains) pertes – nets (note 11 d))	(65 557)	(363 789)	20 270	(550 326)
Flux d'exploitation totaux	6 221 246	3 437 881	16 409 047	9 965 312
(Perte) Bénéfice d'exploitation	(1 160 605)	1 084 759	(2 050 430)	1 888 416
Frais d'acquisition et d'intégration (note 3)	45 867	-	1 066 696	-
Produits financiers (note 15 a))	(9 604)	(3 841)	(31 531)	(11 036)
Charges financières	338 089	237 101	1 016 311	608 550
Charges financières – nettes	328 485	233 260	984 780	597 514
	374 352	233 260	2 051 476	597 514
(Perte) Bénéfice avant impôts	(1 534 957)	851 499	(4 101 906)	1 290 902
Charge d'impôt exigible	-	224 356	11 712	474 335
Économie d'impôt différé	(189 262)	(19 279)	(592 567)	(56 405)
	(189 262)	205 077	(580 855)	417 930
(Perte nette) Bénéfice net pour la période	(1 345 695)	646 422	(3 521 051)	872 972
(Perte nette) Bénéfice net par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période				
(Perte) Bénéfice de base et dilué par action	(0,034)	0,031	(0,104)	0,042
Nombre moyen pondéré et dilué d'actions en circulation (note 12)	40 144 214	20 926 551	33 948 356	20 926 551

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2017 et 2016
(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
(Perte nette) Bénéfice net pour la période	(1 345 695)	646 422	(3 521 051)	872 972
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement au bénéfice net				
Écarts de conversion	(453 158)	(1 582 417)	754 576	589 208
Résultat global pour la période	(1 798 853)	(935 995)	(2 766 475)	1 462 180

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2017 et 2016
(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
(Perte) Bénéfice avant impôts pour la période	(1 534 957)	851 499	(4 101 906)	1 290 902
Éléments hors caisse				
Charges financières – nettes	328 485	233 260	984 780	597 514
Amortissement des immobilisations corporelles	191 850	175 192	548 314	447 178
Amortissement des actifs incorporels	1 272 620	276 852	2 774 142	744 957
Gain sur ajustement de prix d'achat (note 11 d))	-	-	-	(375 977)
(Perte) gain de change non réalisé(e) sur la dette à long terme	(21 014)	(159 758)	63 483	(30 489)
Loyers différés	(5 680)	(2 513)	(17 019)	(7 482)
Charges de rémunération à base d'actions	167 458	-	460 069	-
	398 762	1 374 532	711 863	2 666 603
Variation des éléments du fonds de roulement (note 13 a))	(1 494 077)	(1 688 165)	(2 406 854)	(3 087 139)
Trésorerie affectée aux activités opérationnelles	(1 095 315)	(313 633)	(1 694 991)	(420 536)
Intérêts reçus	9 604	3 841	31 531	11 036
Impôts sur le résultat payés	(49 416)	(8 286)	(50 348)	(27 099)
Trésorerie nette affectée aux activités opérationnelles	(1 135 127)	(318 078)	(1 713 808)	(436 599)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des certificats de placement garantis	97 603	(1 051)	92 587	57 370
Variation des autres actifs	(3 846)	(1 184)	(1 321)	(11 475)
Regroupement d'entreprise (note 3)	(641 421)	-	(24 219 047)	-
Prêts à des parties liées (note 15 a))	-	-	(1 250 000)	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(562 657)	(283 583)	(910 316)	(1 002 330)
Acquisition d'actifs dans le cadre d'un regroupement d'entreprise (note 3)	-	-	-	(1 976 000)
Produit de l'ajustement de prix d'achat (note 11 d))	-	-	-	375 977
Acquisitions d'actifs incorporels	(404 250)	(490 820)	(770 977)	(923 197)
Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement	(1 514 571)	(776 638)	(27 059 074)	(3 479 655)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des emprunts bancaires	(47 751)	738 180	(1 186 005)	1 800 008
Remboursement de la dette à long terme	(588 246)	(277 351)	(1 283 718)	(642 899)
Dette à long terme contractée (note 9)	158 339	-	10 200 059	2 634 600
Charges financières payées	(316 876)	(238 029)	(984 084)	(600 947)
Frais de financement (note 9)	-	-	(164 621)	-
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé (note 10)	-	-	23 061 196	-
Frais d'émission d'actions (note 10)	-	-	(1 441 856)	-
Trésorerie nette (affectée aux) générée par les activités de financement	(794 534)	222 800	28 200 971	3 190 762
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(3 444 232)	(871 916)	(571 911)	(725 492)
Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellée en devises étrangères	66 799	(81 354)	102 587	51 663
Diminution de la trésorerie et des équivalents	(3 377 433)	(953 270)	(469 324)	(673 829)
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Début de période (note 13 b))	5 439 770	1 613 276	2 531 661	1 333 835
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fin de période (note 13 b))	2 062 337	660 006	2 062 337	660 006

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

1. Description de l'entreprise

H₂O Innovation Inc. (« H₂O Innovation » ou la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. H₂O Innovation conçoit et fournit des solutions de traitement d'eau intégrées de pointe sur mesure qui utilisent la technologie de filtration membranaire pour les marchés municipaux, industriels, de l'énergie et des ressources naturelles. Les activités de la Société sont centrées sur trois piliers : i) les projets de traitement d'eau et des eaux usées; ii) les produits de spécialité et services, qui incluent une gamme complète de produits chimiques de spécialité, consommables, produits spécialisés pour l'industrie du traitement de l'eau et des systèmes de surveillance et de contrôle; et iii) les services d'opération et de maintenance dédiés aux systèmes de traitement d'eau et des eaux usées. Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, suite 340, Québec (Québec), Canada.

2. Base de préparation

Base de préparation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens. Toutes les valeurs sont arrondies au dollar le plus près, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »).

Les conventions comptables IFRS exposées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2016 ont été systématiquement appliquées à toutes les périodes présentées. La note 2 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2016 présente une description complète des principales conventions comptables utilisées par la Société.

L'établissement des états financiers en conformité avec IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables cruciales. Il oblige aussi la direction à faire preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui comportent un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les aspects faisant intervenir des hypothèses et estimations significatives sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2016 et demeurent inchangés pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2017.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés visent à fournir une mise à jour sur les états annuels 2016. Par conséquent, ils n'incluent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels 2016 de la Société.

Le 12 mai 2017, le conseil d'administration de la Société a révisé les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et autorisé leur publication.

Normes et interprétations publiées en vue d'être appliquées à une date ultérieure

Les normes révisées ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 pour IFRS 9 et IFRS 15 et du 1^{er} janvier 2019 pour IFRS 16, et leur adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes ni déterminé si elle les adopterait de façon anticipée.

IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* par une approche unique pour déterminer si un instrument financier est mesuré au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; les autres profits et

pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

En mai 2014, l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui établit les principes relatifs à la présentation d'informations utiles concernant la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant des contrats conclus par une entité avec des clients. Elle énonce un modèle unique afin de décrire le transfert des biens et services promis aux clients. Selon le principe de base de la norme, l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à présenter les transferts de biens ou de services promis aux clients au montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. IFRS 15 exige également la divulgation d'information plus complète sur la nature, la valeur, le calendrier et l'incertitude des revenus et des flux de trésorerie découlant des contrats d'une entité avec les clients.

IFRS 15 annule et remplace IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et d'autres interprétations connexes (IFRIC 13, *Programmes de fidélisation des clients*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs des clients*, et SIC-31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc portant sur des services de publicité*). L'application d'IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Le 13 janvier 2016, l'IASB publiait IFRS 16, *Contrats de location*, qui comprend un modèle exhaustif d'identification et de traitement des contrats de location dans les états financiers des preneurs et des bailleurs. Elle annule et remplace IAS 17, *Contrats de location* et ses directives interprétatives connexes. Des changements significatifs ont été apportés à la comptabilité du preneur, notamment la suppression de la distinction entre les locations à des fins opérationnelles et financières et la comptabilisation des actifs et passifs pour tous les contrats de location (sous réserve des exceptions concernant les contrats de location à court terme et les contrats de location d'actifs de moindre valeur). Par contre, IFRS 16 n'inclut pas de changements significatifs quant aux exigences des bailleurs. IFRS 16 entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2019, et son adoption anticipée est permise pour les entreprises qui ont également adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme.

3. Regroupements d'entreprises

A. Acquisition d'Utility Partners, LLC

Description du regroupement d'entreprises

Le 26 juillet 2016, la Société a acquis la totalité des participations de l'entreprise Utility Partners, LLC (« Utility Partners »), une entreprise basée aux États-Unis, spécialisée dans l'opération et la maintenance des usines de traitement d'eau et d'eaux usées (« l'acquisition »). La date effective de l'acquisition est le 1^{er} juillet 2016.

Utility Partners offre aux clients américains du secteur municipal des solutions innovantes et économiques pour les usines de traitement d'eau et d'eaux usées. Au moment de conclure l'acquisition, elle opérait trente-quatre (34) usines de traitement d'eau dans six (6) États américains, principalement sur la côte du Golfe du Mexique, dans le sud-est, dans le nord-est (Nouvelle-Angleterre) et sur la côte Ouest (Californie et Nevada).

H₂O Innovation a acquis Utility Partners pour une contrepartie initiale en espèces de 22 533 500 \$ (17 M\$ US) en fonction de la valeur de l'entreprise, représentant un multiple de 7,6x le BAIIA ajusté¹ d'Utility Partners pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2015. Le prix d'achat était assujéti à des ajustements usuels sur le plan du fonds de roulement à la date de clôture. Les ajustements du fonds de roulement ont été établis et acceptés

¹ Le BAIIA ajusté d'Utility Partners est défini comme le bénéfice avant les intérêts, les impôts et les amortissements, ajusté pour tenir compte de certaines dépenses non prévues encourues suivant l'acquisition, des dépenses et gains non récurrents et les gains sur disposition d'actifs et d'équipements liés à la fin d'un contrat.

par les deux parties à un montant de 1 075 373 \$ (0,8 M\$ US) le 9 décembre 2016 et était payé au 31 mars 2017. La contrepartie totale payée s'est élevée à 23 608 873 \$ (17,8 M\$ US).

La Société a financé l'acquisition par un placement par voie de prise ferme ainsi qu'un placement privé additionnel concomitant non effectué par l'entremise de courtiers au prix de 1,20 \$ l'action ordinaire, pour un produit brut total de 23 061 196 \$.

De plus, la Société a contracté une nouvelle facilité de crédit de 10 000 000 \$, laquelle a été utilisée, en partie, pour financer les coûts accessoires liés à l'acquisition, pour le fonds de roulement post-acquisition et pour soutenir la recherche et les initiatives novatrices.

Actifs acquis et passifs assumés à la date d'acquisition

	26 juillet 2016
Actifs acquis	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 247
Débiteurs	3 048 674
Frais payés d'avance	650 265
Immobilisations corporelles	
Machinerie et équipement	30 098
Immobilisations incorporelles	
Relations clients	6 203 348
Engagements contractuels	2 399 147
Accords de non-concurrence – renouvellement	1 988 250
Accords de non-concurrence – autres	1 961 740
Marque de commerce	770 116
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	(2 559 160)
Actifs nets identifiables acquis	14 523 725
Goodwill	9 085 148
Contrepartie payée	23 608 873

La répartition du prix d'acquisition illustrée ci-dessus est préliminaire et fondée sur les meilleures estimations de la direction en date du 31 mars 2017. La répartition définitive du prix d'acquisition devrait être terminée dès que la direction aura fini de rassembler toutes les informations importantes, disponibles et nécessaires pour finaliser la répartition, notamment en ce qui a trait aux actifs intangibles.

Toutes les immobilisations incorporelles et le goodwill acquis devraient être déductibles aux fins de l'impôt.

Sources et utilisations des fonds à la date de clôture de la transaction

	26 juillet 2016
	\$
Sources	
Placement privé (note 10)	21 160 196
Placement privé additionnel (note 10)	1 901 000
Emprunt bancaire (note 9)	10 000 000
	33 061 196
Utilisation	
Contrepartie initiale en espèces transférée	(22 533 500)
Contrepartie transférée relative à l'ajustement du prix d'achat	(1 075 373)
Frais d'acquisition et d'intégration	(1 066 696)
Frais d'émission d'actions (note 10)	(1 441 856)
Frais de financement (note 9)	(164 621)
Prêts aux apparentés (note 15 a))	(1 250 000)
Fonds de roulement pour les activités courantes de la Société	(5 529 150)
	-

Frais liés à l'acquisition

Le coût total des frais liés à l'acquisition et à l'intégration est de 2 673 173 \$ et sont inclus dans les états financiers comme suit : les frais d'émission d'actions totalisant 1 441 856 \$ sont inclus dans le capital social dans les états consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres, les frais de financement totalisant 164 621 \$ sont inclus dans la dette à long terme et les frais d'acquisition et d'intégration de 1 066 696 \$ sont inclus dans les états consolidés intermédiaires résumés des résultats.

Détermination de la juste valeur

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'évaluation des actifs incorporels de la Société a identifié des engagements contractuels, des relations clients, des accords de non-concurrence et une marque de commerce. Les durées de vie utile attribuées aux actifs sont basées sur la durée de vie résiduelle des contrats pour les engagements contractuels, dix (10) ans pour les relations clients, cinq (5) ans pour les accords de non-concurrence et indéterminée pour la marque de commerce. Les hypothèses significatives utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, sont la croissance des ventes annuelles, le taux d'actualisation et la marge bénéficiaire d'exploitation avant amortissement.

Goodwill découlant du regroupement d'entreprises

Selon l'évaluation préliminaire de la direction, un montant de goodwill de 9 085 148 \$ a été attribué à la transaction et provient principalement des synergies avec les autres activités de la Société, de la valeur économique de la main-d'œuvre acquise ainsi que des immobilisations incorporelles qui ne respectent pas les critères de constatation distincte. Ces estimations sont sujettes à changement ou réévaluation par la direction.

Incidence du regroupement d'entreprises sur la performance financière de la Société

Le résultat net de la Société pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017 comprend des produits de 8 694 380 \$ et un bénéfice de 199 846 \$, générés par les activités supplémentaires d'Utility Partners. Pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2017, les produits reconnus sont de 26 011 884 \$ ainsi qu'un bénéfice de 1 277 980 \$ attribuable aux activités supplémentaires d'Utility Partners. Aucune donnée pro forma n'a été utilisée puisque la date effective de la transaction est le 1 juillet 2016.

B. Acquisition des éléments d'actif de Clearlogx

Description du regroupement d'entreprises

Le 21 octobre 2015, la Société a acquis tous les éléments d'actif de Clearlogx relatifs à sa technologie de contrôle exclusive Clearlogx^{MD}. En plus de la technologie Clearlogx^{MD}, H₂O Innovation a fait l'acquisition de l'entreprise de Clearlogx relative à la vente de coagulants pour les systèmes de traitement d'eau conventionnels et par filtration membranaire. Cette acquisition a été effectuée pour une contrepartie totale de 1,97 M\$ (1,5 M\$ US), avec une possibilité de contrepartie conditionnelle (*earn-out*) sur une période de trois (3) ans suivant la date effective de l'acquisition. L'acquisition de ces actifs a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les actifs acquis ont été consolidés au 21 octobre 2015. Cette acquisition a été entièrement financée par un prêt à demande de 2,63 M\$ (2 M\$ US) obtenu auprès de la Banque BMO et garanti par EDC à 75 %, ce qui a permis à la Société de diminuer son taux d'intérêt.

Actifs acquis à la date d'acquisition

	21 octobre 2015
Actifs	\$
Actifs non courants	
Immobilisations corporelles	
Machinerie et équipement	9 223
Immobilisations incorporelles	
Carnet de commandes clients	33 847
Relations clients	194 649
Propriété intellectuelle	1 087 211
Marque de commerce	490 362
Actifs nets identifiables acquis	1 815 292
Goodwill	1 038 989
Contrepartie payée	2 854 281

La répartition du prix d'acquisition illustrée ci-dessus est finale et est un sommaire des actifs acquis et de la considération transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. Elle a été complétée au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2017. La transaction originale a été effectuée en dollars américains et a été convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

Au point de vue fiscal, 75 % de la propriété intellectuelle et de la marque de commerce acquises seront traitées comme des biens en immobilisations admissibles avec les déductions fiscales afférentes et 25 % de ces immobilisations incorporelles ne seront pas déductibles. Le goodwill, le carnet de commandes clients et les relations clients devraient être déductibles aux fins de l'impôt.

Sources et utilisations des fonds à la date de clôture de la transaction

	21 octobre 2015
Sources	\$
Emprunt bancaire (note 6)	2 634 600
Fonds de roulement	655 850
	3 290 450
Utilisations	
Contrepartie en espèces transférée	(1 976 250)
Fonds de roulement pour les activités courantes de la Société	(437 758)
Contrepartie conditionnelle payée	(641 421)
Contrepartie conditionnelle (non payée au 31 mars 2017)	(235 021)
	-

La contrepartie conditionnelle a été estimée selon certains revenus prévus et le bénéfice avant les intérêts, les impôts et les amortissements (BAIIA) déterminé, pour une période de trois (3) ans.

Frais liés à l'acquisition

Le coût total des frais liés à l'acquisition est de 58 106 \$. Ces frais sont présentés au poste « Frais administratifs » dans les états consolidés des résultats pour la période du 21 octobre 2015 au 30 juin 2016.

Détermination de la juste valeur

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'évaluation des actifs incorporels de la Société a identifié un carnet de commandes clients, des relations clients, la propriété intellectuelle et une marque de commerce. Les durées de vie utile attribuées sont de trois mois et demi (3,5) pour le carnet de commandes clients, dix (10) ans pour les relations clients, dix (10) ans pour la propriété intellectuelle et indéterminée pour la marque de commerce. Les hypothèses significatives utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, sont la croissance des ventes annuelles, le taux d'actualisation et la marge bénéficiaire d'exploitation avant amortissement.

Goodwill découlant du regroupement d'entreprises

Selon l'évaluation préliminaire de la direction, un montant de goodwill de 1 038 989 \$ a été attribué à la transaction. Au point de vue fiscal, le goodwill devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Incidence du regroupement d'entreprises sur la performance financière de la Société

Le résultat net de la Société pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2016 comprend des produits de 121 385 \$ et un bénéfice de 38 096 \$. Pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2016, des produits de 848 677 \$ et un bénéfice de 30 862 \$, générés par les activités supplémentaires de Clearlogx.

Si ce regroupement d'entreprises avait été effectué le 1^{er} juillet 2015, les produits consolidés de la Société pour l'exercice financier terminé le 30 juin 2016 se seraient chiffrés à 50 758 311 \$ et le bénéfice net consolidé pour l'exercice financier terminé le 30 juin 2016 se serait chiffré à 211 150 \$.

La Société estime que les données pro forma représentent une évaluation approximative de la performance financière de l'entreprise regroupée sur une période de douze mois. Cependant, l'information pro forma ne rend pas compte des synergies ou des modifications apportées aux transactions effectuées par le passé et n'est pas nécessairement représentative des résultats des activités que la Société aurait affichés si l'acquisition s'était effectivement conclue le 1^{er} juillet 2015, ni des résultats futurs.

Afin de déterminer les produits et le résultat net consolidés pro forma de la Société si Clearlogx avait été acquis le 1^{er} juillet 2015, la Société :

- a calculé l'amortissement des immobilisations corporelles et des autres immobilisations incorporelles acquises selon la juste valeur provenant de la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises plutôt que selon la valeur comptable comptabilisée dans les états financiers antérieurs à l'acquisition;
- a calculé le coût d'emprunt sur le niveau d'endettement de la Société après le regroupement d'entreprises; et
- a calculé la charge d'impôts supplémentaire pour rendre compte des ajustements pro forma mentionnés ci-dessus.

Goodwill provenant des regroupements d'entreprises d'Utility Partners et Clearlogx

La variation de la valeur comptable du goodwill se résume comme suit :

Balance au 30 juin 2015	\$ 4 694 166
Incidence des fluctuations du taux de change	160 481
Balance au 30 juin 2016	4 854 647
Regroupement d'entreprises – Utility Partners	9 085 148
Regroupement d'entreprises – Clearlogx	1 038 989
Incidence des fluctuations du taux de change	186 418
Balance au 31 mars 2017	15 165 202

4. Débiteurs

	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
	\$	\$
Comptes clients	11 083 721	8 115 997
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	2 226 846	1 012 846
	13 310 567	9 128 843
Crédits d'impôt à recevoir	68 027	83 395
Autres créances	1 121 297	980 445
	14 499 891	10 192 683

Aucune provision pour créances douteuses n'a été enregistrée au 31 mars 2017 (nil au 30 juin 2016).

5. Stocks

	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
	\$	\$
Matières premières	1 439 673	1 201 951
Produits finis	3 869 024	3 242 859
	5 308 697	4 444 810

6. Emprunts bancaires

Les créances et les stocks sont affectés à la garantie d'emprunts bancaires d'un montant autorisé de 5 000 000 \$ ou 5 000 000 \$ US (6 649 500 \$) portant intérêt au taux préférentiel canadien plus 1,00 % (3,70 % au 31 mars 2017 et au 30 juin 2016) et au taux préférentiel américain plus 1,00 % (5,50 % au 31 mars 2017 et 5,00 % au 30 juin 2016). Ces emprunts sont garantis en partie par Exportation et Développement Canada (« EDC »). Au 31 mars 2017, 3 072 490 \$ était utilisé sur cette ligne de crédit (3 832 858 \$ au 30 juin 2016).

La Société dispose d'une facilité de crédit autorisée pour un montant maximal de 2 000 000 \$ ou 2 000 000 \$ US (2 659 800 \$) portant intérêt au taux préférentiel canadien plus 1,00 % (3,70 % au 31 mars 2017 et au 30 juin 2016) et au taux préférentiel américain plus 1,00 % (5,50 % au 31 mars 2017 et 5,00 % au 30 juin 2016). Cette facilité de crédit est garantie par EDC. Au 31 mars 2017, 1 704 255 \$ était utilisé sur cette ligne de crédit (2 129 892 \$ au 30 juin 2016).

La Société dispose d'une facilité de crédit lui permettant d'émettre des lettres de crédit pour un montant maximal de 1 000 000 \$. Cette facilité de crédit est garantie soit par EDC ou par un certificat de dépôt garanti. Au 31 mars 2017, 197 364 \$ était utilisé sur cette ligne de crédit (487 550 \$ au 30 juin 2016).

La Société dispose d'une facilité de crédit lui permettant d'émettre des lettres de crédit pour un montant maximal de 1 000 000 \$. Un certificat de dépôt garanti de 1 015 655 \$ est affecté à la garantie de cette facilité de crédit (1 010 057 \$ au 30 juin 2016). Au 31 mars 2017, la Société a émis des lettres de crédit totalisant 1 000 000 \$ en vertu de cette facilité de crédit (1 000 000 \$ au 30 juin 2016).

La Société dispose d'une couverture de taux de change d'un montant maximal de 500 000 \$. Cette facilité est garantie par EDC et est inutilisée au 31 mars 2017 (inutilisée au 30 juin 2016).

La Société dispose d'une facilité de crédit lui permettant d'utiliser un montant maximal de 400 000 \$ sur les cartes de crédit pour des dépenses corporatives. Cette facilité de crédit est garantie par un certificat de dépôt garanti de 254 023 \$ au 31 mars 2017 (252 623 \$ au 30 juin 2016). Au 31 mars 2017, 52 183 \$ était utilisé sur cette ligne de crédit (110 507 \$ au 30 juin 2016).

La Société dispose de lettres de crédit d'une valeur de 66 495 \$ (64 580 \$ au 30 juin 2016), lesquelles sont garanties par un certificat de dépôt garanti de 67 490 \$ (65 381 \$ au 30 juin 2016).

La Société dispose également de lettres de crédit d'une valeur de 21 699 \$ au 31 mars 2017 (121 074 \$ au 30 juin 2016) avec son prêteur précédent, lesquelles sont garanties par un certificat de dépôt garanti d'une valeur de 33 692 \$ (133 401 \$ au 30 juin 2016).

Clauses restrictives

La Société s'est engagée à respecter sur une base annuelle les clauses restrictives relatives aux emprunts bancaires susmentionnés.

7. Créditeurs et charges à payer

	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
	\$	\$
Fournisseurs	5 853 957	2 275 716
Autres créditeurs et autres charges à payer	2 438 501	4 724 113
	8 292 458	6 999 829

8. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2015	84 272
Provisions complémentaires comptabilisées	33 500
Moins : Paiements	(12 338)
Incidence des fluctuations du taux de change	8 790
Solde au 30 juin 2016	114 224
Provisions additionnelles comptabilisées	34 000
Incidence des fluctuations du taux de change	3 149
Solde au 31 mars 2017	151 373

9. Dette à long terme

	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
	\$	\$
Non garantie – au coût amorti		
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens (a)	4 374 936	-
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (b)	4 780 722	-
Emprunt bancaire, libellé en dollars américains (c)	1 906 190	2 238 946
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens (d)	434 320	536 200
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (e)	-	41 525
Emprunt auprès d'autres entités, libellés en dollars américains (f)	10 153	30 584
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (g)	34 836	-
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (h)	154 287	-
	11 695 444	2 847 255
Moins : tranche courante de la dette à long terme	2 077 842	721 973
Dette à long terme	9 617 602	2 125 282

- (a) Emprunt bancaire
Le 18 juillet 2016, une entente a été conclue pour un emprunt d'une valeur de 5 000 000 \$, pour financer l'acquisition d'Utility Partners. Le prêt porte intérêt au taux préférentiel plus 1,5 % (4,2 % au 31 mars 2017), payable en 72 versements mensuels de 69 444 \$, capital seulement, échéant le 18 juillet 2022.
- (b) Emprunt auprès d'autres entités
Le 18 juillet 2016, une entente a été conclue pour un emprunt d'une valeur de 5 000 000 \$, pour financer l'acquisition d'Utility Partners. Le prêt porte intérêt au taux préférentiel plus 2,5 % (5,2 % au 31 mars 2017), payable en 96 versements mensuels de 52 083 \$, capital seulement, le remboursement débutant le 14^e jour, six mois suivant le déboursé et échéant le 4 décembre 2024.
- (c) Emprunt bancaire
Le 20 octobre 2015, une entente a été conclue pour un emprunt d'une valeur de 2 659 800 \$ (2 000 000 \$ US), pour financer l'acquisition de tous les actifs de technologie de contrôle et des coagulants de spécialité de Clearlogx. Le prêt porte intérêt au taux préférentiel plus 1,0 % (5,50 % au 31 mars 2017), payable en 60 versements mensuels de 44 330 \$ (33 333 \$ US), capital seulement, échéant le 20 octobre 2020. Les conventions relatives à la dette à long terme exigent que la Société respecte les ratios financiers suivants à des moments précis. Ces ratios sont les suivants :
- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,25:1,00;
 - Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme la dette totale excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,00:1,00; et
 - Ratio de couverture des charges fixes, y compris tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, comme défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.
- (d) Emprunt bancaire
Le 20 septembre 2014, une entente a été conclue pour un emprunt d'une valeur de 460 000 \$, garanti par une hypothèque de premier rang sur l'usine de Ham-Nord, présentant une valeur comptable de 1 300 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1,05 % (5,75 % au 31 mars 2017), remboursable en un versement de 4 120 \$ le 23 septembre 2015 et 131 versements mensuels de 3 480 \$, capital seulement, échéant le 23 août 2026.
- Le 13 avril 2016, une entente a été conclue pour un emprunt maximal de 565 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel flottant plus 1,0 % (5,70 % au 31 mars 2017), remboursable en un versement de 8 360 \$ le 23 juin 2016 et 71 versements mensuels de 7 840 \$, capital seulement, échéant le 23 mai 2022.
- (e) Emprunt auprès d'autres entités
Emprunt portant intérêt au taux de 12,0 % (taux effectif de 17,5 %), a été complètement remboursé le 1^{er} juillet 2016.
- (f) Emprunts auprès d'autres entités
Emprunt de 17 416 \$ (13 096 \$ US), portant intérêt au taux de 8,5 %, remboursable en versements mensuels de 2 527 \$ (1 900 \$ US) et échéant le 1^{er} juillet 2017.
- (g) Emprunt auprès d'autres entités
Le 12 juillet 2016, une entente a été conclue pour un emprunt de 36 900 \$, portant intérêt au taux de 3,4 %, remboursable en versements mensuels de 801 \$ et échéant le 12 juillet 2021.
- (h) Emprunt auprès d'autres entités
La Société est entrée dans une entente de prêt de 158 339 \$ pour la rénovation de ses bureaux. Le prêt porte intérêt à 6,83 % et est remboursable en 87 versements mensuels égaux de 2 921 \$, principal et intérêts, et vient à échéance en juin 2022.

10. Capital social

Placement privé

Le 26 juillet 2016, la Société a émis, par un placement par voie de prise ferme ainsi qu'un placement privé additionnel concomitant non effectué par l'entremise de courtiers, 19 217 663 actions ordinaires, pour un produit brut total de 23 061 196 \$ et des dépenses afférentes de 1 441 856 \$, pour un produit net de 21 619 340 \$. La Société a utilisé les produits de ces placements pour compléter l'acquisition d'Utility Partners (note 3) et pour supporter son fonds de roulement.

Options d'achat d'actions

La Société a établi un régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le conseil d'administration peut octroyer des options d'achat d'actions à des administrateurs, des dirigeants, des employés clés et des consultants dont les services sont retenus par la Société. Le conseil d'administration détermine, à sa discrétion, les conditions d'exercice, s'il y a lieu, l'échéance des options et le nombre d'options à attribuer. Le nombre maximum d'actions pouvant être émises en vertu de ce régime est de 4 000 000.

Le 26 juillet 2016, la Société a octroyé un total de 2 303 334 options d'achat d'actions à des membres de la haute direction avec une période d'acquisition des droits de huit ans à titre d'incitatif à participer au développement à long terme de la Société et à la croissance de la valeur des actionnaires. Les options d'achat d'actions confèrent à leurs porteurs le droit d'acquérir une action ordinaire de la société au prix de 1,65 \$ avant le 24 juillet 2026. La valeur des options a été établie selon le modèle d'évaluation Black & Scholes à 0,856 \$ par option.

Les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des options d'achat d'actions selon le modèle d'évaluation Black & Scholes sont présentées dans le tableau suivant :

Période de neuf mois terminée le 31 mars	2017
Nombre d'options d'achat d'actions	2 303 334
Dividendes prévus	0,00 %
Volatilité prévue	48,00 %
Taux d'intérêt sans risque	0,81 %
Durée de vie (années)	8
Juste valeur à la date d'octroi	0,856 \$

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 mars 2017, la Société a enregistré une charge de rémunération à base d'actions de 167 458 \$ et 460 069 \$ respectivement (nul pour les périodes comparatives de l'exercice financier 2016), pour les options octroyées aux membres de la haute direction.

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2017		Exercice terminé le 30 juin 2016	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de la période	262 000	2,64	331 500	2,64
Octroyées	2 303 334	1,65	-	-
Échues	-	-	(13 000)	2,50
Résiliées	-	-	(56 500)	2,68
En circulation à la fin de la période	2 565 334	1,75	262 000	2,64

11. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Matériel	6 321 655	6 887 910	21 370 502	19 476 437
Variations des stocks de matières premières, produits finis et coûts engagés sur excédent de facturation	103 123	454 576	(2 971 182)	1 406 766
Salaires et avantages sociaux	10 569 700	4 083 739	29 900 886	11 099 932
Sous-traitants et honoraires professionnels	537 733	331 696	1 960 867	1 262 514
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	576 589	476 612	1 607 753	1 436 304
Télécommunications et frais de transport	943 440	533 059	2 883 029	1 486 765
Créances douteuses	-	13 864	-	132 616
Compensation à base d'action	167 458	-	460 069	-
Autres dépenses	1 826 637	245 390	4 607 116	793 219
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement – nets				37
	21 046 335	13 026 846	59 819 040	

b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés des résultats, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente, aux frais administratifs et aux frais de recherche et développement dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2017 et 2016; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	147 483	136 615	424 575	349 033
Charges d'exploitation	693	717	2 205	1 907
Frais de vente	9 697	10 338	30 054	28 729
Frais administratifs	33 977	27 522	91 480	67 509
	191 850	175 192	548 314	447 178

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	192 576	123 102	437 131	360 084
Frais de vente	1 066 298	105 753	2 256 990	309 465
Frais administratifs	13 746	47 997	80 021	75 408
	1 272 620	276 852	2 774 142	744 957

Coûts par fonction incluant l'amortissement et la dépréciation des actifs incorporels	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	16 564 061	9 936 937	47 614 425	28 480 167
Charges d'exploitation	524 413	356 876	1 450 332	1 010 932
Frais de vente	3 051 344	1 795 771	7 473 917	4 986 991
Frais administratifs	2 354 912	1 365 180	6 471 503	3 664 298
Frais de recherche et développement - nets	16 075	24 126	131 319	144 300
	22 510 805	13 478 890	63 141 496	38 286 688

c) Frais de recherche et développement – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Frais de recherche et développement bruts	16 075	24 126	131 319	144 300
Crédits d'impôts et subventions relatifs à la recherche et développement	-	-	-	-
	16 075	24 126	131 319	144 300

d) Autres pertes (gains) – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
(Gain) Perte de change réalisé(e)	3 636	(56 095)	(49 976)	(117 884)
(Gain) Perte de change non réalisé(e)	(59 586)	(292 260)	118 282	(35 173)
Autres revenus (a)	(9 607)	(15 434)	(48 036)	(397 269)
	(65 557)	(363 789)	20 270	(550 326)

(a) Autres revenus

Un gain de 375 977 \$ a été enregistré suite à la compensation reçue des vendeurs de Piedmont concernant la violation de certaines déclarations et garanties incluses dans la convention d'achat signée le 5 décembre 2013.

12. (Perte nette) Bénéfice net par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer (la perte nette) le bénéfice net de base et dilué par action :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
(Perte nette) Bénéfice net	(1 345 695)	646 422\$	(3 521 051)	872 972\$
Nombre moyen pondéré de base et dilué(e) d'actions en circulation	40 144 214	20 926 551	33 948 356	20 926 551
(Perte nette) Bénéfice net de base et dilué(e) par action	(0,034 \$)	0,031 \$	(0,104 \$)	0,042 \$

**Éléments exclus du calcul du résultat net dilué
par action, en raison de leur prix d'exercice
supérieur au prix moyen du marché des
actions ordinaires ou en raison de leur effet
anti-dilutif**

Options d'achat d'actions	2 565 334	262 000
---------------------------	------------------	---------

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2017 et 2016, (la perte nette) le bénéfice net dilué par action était la même que (la perte nette) le bénéfice net de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, (la perte nette) le bénéfice net dilué par action pour ces périodes a été calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

13. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	1 034 619	(1 577 106)	(237 508)	(1 961 164)
Stocks	(8 159)	1 115 971	(932 560)	(315 632)
Excédent des coûts engagés sur la facturation	(122 415)	229 188	(117 544)	(2 899 720)
Frais payés d'avance	(250 914)	(138 758)	(283 175)	110 960
Créditeurs et charges à payer	(1 723 151)	(1 179 898)	(1 426 277)	2 238 625
Provisions	28 000	16 579	34 000	25 336
Excédent de la facturation sur les travaux en cours	(452 057)	(154 141)	556 210	(285 544)
	(1 494 077)	(1 688 165)	(2 406 854)	(3 087 139)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Début de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 803 393	1 780 287	3 051 869	1 335 887
Découvert bancaire	(363 623)	(167 011)	(520 208)	(2 052)
	5 439 770	1 613 276	2 531 661	1 333 835

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Fin de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 266 011	1 148 748	2 266 011	1 148 748
Découvert bancaire	(203 674)	(488 742)	(203 674)	(488 742)
	2 062 337	660 006	2 062 337	660 006

14. Information sectorielle

Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	8 612 269	9 414 173	22 296 928	21 739 967
Revenus résultant des contrats de projets de traitement d'eau	3 974 025	4 785 687	12 788 486	17 884 811
Revenus liés activités d'opération et maintenance	8 698 349	-	26 025 922	-
	21 284 643	14 199 860	61 111 336	39 624 778

Informations géographiques

Revenus provenant de clients externes	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Revenus par secteur géographique				
Canada	5 380 707	4 273 932	15 064 289	9 380 802
États-Unis	14 416 471	7 191 802	41 871 111	23 660 466
Chine	527 375	480 861	1 334 511	1 151 450
Émirats Arabes Unis	51 714	118 790	182 917	864 994
Corée	46 227	77 860	192 536	368 968
Mexique	140 300	73 906	242 151	335 303
Arabie Saoudite	157 238	1 296	299 578	138 568
Malaisie	83 459	144 263	337 026	437 718
France	63	2 684	422 727	4 371
Inde	67 028	91 022	153 845	164 103
Afrique du Sud	67 661	102 206	102 347	102 206
Espagne	74 735	1 150 928	198 577	1 236 463
Autres	271 665	490 310	709 721	1 779 366
	21 284 643	14 199 860	61 111 336	39 624 778

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	6 354 878	6 331 073
États-Unis	34 022 584	12 127 191
	40 377 462	18 458 264

15. Information sur les parties liées

a) Prêts à des parties liées

Suivant les approbations nécessaires des actionnaires de la Société lors de l'assemblée annuelle des actionnaires qui s'est tenue le 15 novembre 2016, la Société a octroyé à certains membres de la haute direction des prêts individuels totalisant 1 250 000 \$ (les « prêts »), effectif le 26 juillet 2016, pour leur permettre d'acquérir des actions ordinaires dans le cadre du placement privé additionnel (notes 3 et 10). Ces prêts sont remboursables en un versement le jour du 8^e anniversaire de la date effective et ils peuvent être remboursés entièrement à n'importe quel moment avant la fin du terme, sans pénalité. Ces prêts portent intérêt au taux de 2,5 %, payable mensuellement. Ils sont garantis par une hypothèque conventionnelle avec dépossession des actions ordinaires acquises. La juste valeur des actions ordinaires sous-jacentes détenues pour garantir ces prêts était de 1 822 915 \$ au 31 mars 2017.

Un montant de 7 192 \$ a été versé à la Société relativement à ces prêts et enregistré à titre de produits financiers dans les états consolidés des résultats pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017 et 20 719 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2017.

b) Rémunération des membres de la haute direction et du conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction et du conseil d'administration durant la période:

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	280 863	230 128	1 236 824	940 778
Avantages postérieurs à l'emploi	32 464	10 744	82 688	29 183
Paiements fondés sur des actions	167 458	-	460 069	-
	480 785	240 872	1 779 581	969 961

La rémunération des membres de la haute direction et du conseil d'administration est déterminée par le comité de gouvernance, rémunération et risques en tenant compte de la performance des individus et des tendances du marché.

16. Données comparatives

Certaines données comparatives ont été reclassées pour respecter la présentation des données de la période courante.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration^{(1) (4)}
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur
Pierre Côté, administrateur⁽³⁾
Élaine C. Phénix, administratrice^{(1) (2)}
Jean-Réal Poirier, administrateur^{(2) (3)}
Richard Hoel, administrateur⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice^{(2) (3) (4)}
Laurence E. Gamst, administrateur⁽¹⁾
Peter K. Dorrins, administrateur⁽²⁾

Membres de la direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction^{(3) (4)}
Marc Blanchet, chef de la direction financière et secrétaire
Guillaume Clairet, chef de l'exploitation^{(3) (4)}
Josée Riverin, vice-présidente, finance
Denis Guibert, vice-président et directeur général, ingénierie
Gregory Madden, vice-président, produits de spécialité et services
Rock Gaulin, vice-président, production et opérations
William Douglass, vice-président, operation et maintenance

⁽¹⁾ Comité d'audit

⁽²⁾ Comité de gouvernance, rémunération et risques

⁽³⁾ Comité de technologie et projets

⁽⁴⁾ Comité opération et maintenance

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs indépendants

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Agent de transfert

Société de fiducie CST

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, bureau 340
Québec (Québec) G1K 9C5
Téléphone : 418.688.0170
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines (Amérique du Nord)

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec, G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

8900 109th Ave N, Suite 1000
Champlin, Minnesota 55316

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta, T2G 1L6

5500, North Service Road, Suite 207
Burlington, Ontario, L7L 6W6

6 Barroeta Aldamar
48001 Bilbao, Spain

14491 Creosote Road,
Gulfport, Mississippi 39503